

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
A. SOUCY	JESSYCA	INDUSTRIELLE ALLIANCE VALEURS MOBILIÈRES INC	2020-05-29
ABDEL MAKSOUD	OMNYA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-25
BADIR	HEIDY	CIBC SECURITIES INC./PLACEMENTS CIBC INC.	2020-05-25
BÉDARD	KARINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-28
BELLEY	MICHEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
BENOIT	MAUDE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-22
BERGERON	SIMON	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
BLANCHET	HÉLÈNE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-28
BOISVERT	FRANCE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
BONIN	CHANTALE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-22
BOUCHARD	CAROLINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
BROCHU	BRIGITTE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
CALISTO-MEDEIROS	MICHAEL	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-28
CAPOZZO	JOSEPH	CORPORATION CANACCORD GENUITY	2020-05-15
CARUANA	CARMELO	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-27
CASGRAIN	RAYMOND	RBC PLACEMENTS EN DIRECT INC.	2020-05-22
CATHELINE	MICHAEL	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-29
CHABOT	CARMEN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-25
CHARLAND	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-30
CHIASSON	ANDRÉANNE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-21
CLOUTIER	JEAN-PHILIPPE	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-25
DI CESARE	NICOLA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-30
DUCHESNE	STEVEN	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-22

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DUHAIME	MARC-ANDRÉ	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2020-05-16
FORTIN	RÉAL	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-26
GAGNON	ALEXANDRE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-22
GAGNON	MARTIN	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
HÉBERT	MAXIME	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-26
LAFLAMME	SYLVIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-29
LAROUSSE	AHMED	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2020-05-22
LEBEL	ANDRÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-22
LEBLANC	LISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
LECOURT	FRANCINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-22
LÉPINE	JONATHAN	IPC INVESTMENT CORPORATION	2020-05-31
LIANO	CATELLO	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-31
MAJOR	DANIELLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-04-03
MALOUIN	PIERRE-YVES	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-17
MARTEL	HÉLÈNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
MARTIN GAGNON	SÉBASTIEN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-21
MENIER	JEAN-DANIEL	RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.	2020-05-27
PAQUETTE	JOSÉE	VALEURS MOBILIERES BANQUE LAURENTIENNE INC.	2020-05-13
PERRIER	DANIEL	VALEURS MOBILIERES BANQUE LAURENTIENNE INC.	2020-05-08
PICAIZEN	JONATHAN	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-24
PORCO	NICHOLAS	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-30
POULIN	PATRICK	INDUSTRIELLE ALLIANCE VALEURS MOBILIÈRES INC	2020-05-19
ROBERT	SAMUEL	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2020-05-22
ROY	NANCY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-31
SANCHEZ ARGUELLO	JUAN	BMO INVESTMENTS INC./BMO INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-25
SLAOUI	IMANE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-22

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ST-AMAND	LOUISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-15
TAILLON	TRISTAN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
THERRIEN	BENOIT	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
VEILLEUX	JEFFREY	VALEURS MOBILIERES BANQUE LAURENTIENNE INC.	2020-05-14
VERREAUULT	VICKY	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
VILLENEUVE	MAXIME	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-22

Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DOMANUS	JERRY	CORDIANT CAPITAL INC.	2020-05-08

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
GESTION DESJARDINS CAPITAL INC.	LEFEBVRE	BENOIT	2020-05-28

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
GESTION DESJARDINS CAPITAL INC.	LEFEBVRE	BENOIT	2020-05-28

3.5.2 Les cessations d'activités

Aucune information

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
FIERA CAPITAL CORPORATION	DUHAMEL	VINCENT	2020-06-01
TRUST BANQUE NATIONALE INC.	GAUTHIER	MARISE	2020-05-27

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
CORPORATION FIERA CAPITAL	DUHAMEL	VINCENT	2020-06-01
EVOVEST INC.	ROBERT	BENOIT	2020-06-01
EVOVEST INC.	DESGAGNÉ-BOUCHARD	JÉRÉMIE	2020-06-02

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
TRUST BANQUE NATIONALE INC.	GAUTHIER	MARISE	2020-05-27

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
CORPORATION FIERA CAPITAL	DUHAMEL	VINCENT	2020-06-01
TRUST BANQUE NATIONALE INC.	GAUTHIER	MARISE	2020-05-27

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
606306	9411-9666 QUEBEC INC.	ANTHONY LATELLA	ASSURANCE DE PERSONNES / PLANIFICATION FINANCIÈRE	2020-05-27
606307	SERVICE FINANCIER CHADI AFIFI INC.	CHADI AFIFI	ASSURANCE DE PERSONNES	2020-05-27
606308	HYPOTHÈQUE CONTINENTALE INC.	STANIMIR RASHEV	COURTAGE HYPOTHÉCAIRE	2020-05-27
606309	LES SERVICES FINANCIERS NATHALIE ROUSSIN INC.	NATHALIE ROUSSIN	ASSURANCE DE PERSONNES COURTAGE HYPOTHÉCAIRE	2020-05-28
606310	PAUL SIDHU INC.	PAUL SHIDU	COURTAGE HYPOTHÉCAIRE	2020-05-28
606312	MARIO POTVIN COURTIER INC.	MARIO POTVIN	ASSURANCE DE PERSONNES COURTAGE HYPOTHÉCAIRE	2020-05-29
606315	PLATFORM QUÉBEC COURTIER D'ASSURANCE LTÉE.	TERRY KOCISKO	ASSURANCE DE DOMMAGES (COURTIER)	2020-06-01
606316	MARKEFIN INC.	FRANCE DE GASPÉ BEAUBIEN	COURTAGE HYPOTHÉCAIRE	2020-06-01
606317	GESTION PATRICE GODBOUT-OUELLET COURTIER HYPOTHÉCAIRE INC.	PATRICE GODBOUT-OUELLET	COURTAGE HYPOTHÉCAIRE	2020-06-02

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
606318	ARETÉ GESTION PRIVÉE INC.	MARC-ANTOINE TREMBLAY	ASSURANCE DE PERSONNES PLANIFICATION FINANCIÈRE	2020-06-02

3.6 AVIS D'AUDIENCES

RÔLES DES AUDIENCES DE LA CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES (ChAD) – JUIN 2020

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
Sébastien Verret	2019-03-02(C)	Me Daniel Fabien, Président Serge Meloche Marie-Ève Racine	9 juin 2020 9h30	Montréal	<p>Chef 1 : appropriation de fonds et/ou utilisation à d'autres fins de sommes destinées au paiement de la prime pour le renouvellement du contrat d'assurance (articles 19, 25, 37(1), 37(8) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>) ;</p> <p>Chefs 2 et 11 : négligence dans la tenue de dossiers et notes au dossier (articles 85 à 88 de la <i>Loi sur la distribution de produits et services financiers</i>, articles 2, 9 et 37(1) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i> et les articles 12 et 21 du <i>Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome</i>) ;</p> <p>Chefs 3, 5, 6, 7, 8, 9 et 12 : défaut d'exécuter le mandat confié par les assurés et création de découverts d'assurance (articles 26 et 37(1) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>) ;</p> <p>Chef 4 : défaut d'avoir une conduite empreinte de modération, d'objectivité et de dignité dans ses communications avec l'assuré (articles 14 et 37(1) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>) ;</p> <p>Chef 10 : négligence et/ou déclarations fausses, trompeuses ou susceptibles d'induire en erreur l'assuré (articles 15, 37(1) et 37(7) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>) ;</p>	Sanction

RÔLES DES AUDIENCES DE LA CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES (ChAD) – JUIN 2020

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
Marc-André Ouellet	2019-10-01(C)	Me Patrick de Niverville, Président Membres à nommer	15 juin 2020	Montréal	<p>Chef 1 : représentations fausses, trompeuses ou susceptibles d'induire en erreur l'assuré et/ou exercice de ses activités de façon malhonnête ou négligente (articles 15 et 37(1) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>);</p> <p>Chef 2 : défaut de fournir à l'assureur les renseignements d'usage et/ou exercice de ses activités de façon malhonnête ou négligente (articles 29 et 37(1) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>);</p> <p>Chef 3 : déclaration fausse, trompeuse ou susceptible d'induire en erreur et/ou tentative d'éluder sa responsabilité civile professionnelle par fraude, supercherie ou autres moyens dolosifs (articles 20, 37(1) et 37(7) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>);</p>	Culpabilité

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.2 du Bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1389

DATE : 6 avril 2020

LE COMITÉ : M ^e Lysane Cree	Présidente
M. Antonio Tiberio	Membre
M ^{me} Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. fin.	Membre

ALAIN GALARNEAU, ès qualités de syndic ad hoc de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante
c.

VAN TAN NGO (certificat numéro 125010, BDNI 1677431)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*, LE COMITÉ A PRONONCÉ L'ORDONNANCE SUIVANTE :

Ordonnance de non-divulcation, de non-publication et de non-diffusion de tout renseignement et de tout document qui pourrait permettre d'identifier les consommateurs mentionnés à la plainte disciplinaire et dans la présente décision, étant entendu que la présente ordonnance ne s'applique pas aux

CD00-1389

PAGE : 2

demandes d'accès à l'information provenant de l'Autorité des marchés financiers et du Fonds d'indemnisation des services financiers.

[1] Le 23 janvier 2020, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (« le comité ») s'est réuni aux bureaux de la Chambre de la sécurité financière situés au 2000 avenue McGill College, 12^e étage, à Montréal, pour procéder à l'audition de la plainte disciplinaire portée contre l'intimé le 23 août 2019 ainsi libellée :

LA PLAINTÉ

1. Dans la province de Québec, entre les ou vers les 15 juillet 2005 et 28 février 2017, l'intimé a fait signer en blanc ou partiellement en blanc des formulaires à plusieurs clients, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 11, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3);
2. Dans la province de Québec, entre les ou vers les 30 mars 2004 et 10 mai 2016, l'intimé a confectionné des documents notamment en modifiant les renseignements de plusieurs formulaires, tels que la date, la signature ou le numéro de contrat, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et service financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3);
3. Dans la province de Québec, entre les ou vers les 2 septembre 2005 et 10 mai 2016, l'intimé a confectionné des documents notamment en modifiant les renseignements de plusieurs formulaires, tels que la date, la signature ou le numéro de contrat, contrevenant ainsi à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1).

LES FAITS

[2] L'intimé est inscrit comme représentant en assurance de personnes du 1^{er} janvier 2003 au 28 février 2017 et comme représentant de courtier pour un courtier en épargne collective du 28 septembre 2009 au 15 février 2017, pendant les périodes pertinentes aux chefs de la plainte disciplinaire (pièce P-1).

CD00-1389

PAGE : 3

[3] L'Autorité des marchés financiers a été informée d'irrégularités dans les dossiers de l'intimé suite à sa retraite de SunLife Financial Investment Services. L'information a été transmise au syndic de la Chambre de la sécurité financière le 5 juillet 2017 (pièce P-2).

[4] Les irrégularités en question concernaient des documents qui avaient été signés en blanc par des consommateurs, et autres documents qui avaient été confectionnés pour changer des dates, des signatures et/ou des numéros de contrat.

[5] Les documents originaux ont été déposés au Comité pour démontrer plus clairement l'utilisation de liquide correcteur blanc ou de morceau de papier collé par dessous une date ou un autre renseignement pour pouvoir créer un nouveau document par la suite, en plus des documents signés en blanc par les clients de l'intimé. Les documents originaux seront remis au syndic.

[6] Le procureur de l'intimé, M^e Jean Dury, a expliqué au Comité que l'intimé était très impliqué dans sa communauté vietnamienne tout au courant de sa vie et dans son travail et que son intention derrière le « copié collé » de documents et les signatures de documents en blanc par ses clients était guidé par un sens « d'aider » ses clients qui habitaient à Vancouver lorsque l'intimé habitait Montréal. Au soutien de ses représentations sur cette assistance fournie par l'intimé dans sa communauté, M^e Dury a déposé au Comité un exposé écrit par l'intimé décrivant son implication profonde dans sa communauté et l'assistance qu'il a fournie à certaines personnes à travers les années.

PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[7] L'intimé a enregistré un plaidoyer de culpabilité sur chacun des trois chefs

CD00-1389

PAGE : 4

d'infraction ci-haut décrits.

[8] Le Comité s'est assuré que l'intimé comprenait bien le sens de son plaidoyer et qu'en se faisant, il reconnaissait que les gestes reprochés constituaient des infractions déontologiques.

[9] Les procureurs des parties ont informé le Comité qu'ils s'étaient entendus sur des recommandations communes quant aux sanctions à être ordonnées à l'intimé.

ANALYSE ET MOTIFS

[10] Les recommandations communes des parties quant aux sanctions à imposer à l'intimé sont une radiation temporaire de deux mois sur chacun des chefs, à être purgée concurremment.

[11] Le procureur de l'intimé, M^e Dury, a expliqué au Comité que dans la culture vietnamienne de l'intimé, l'honneur est primordial. De ce fait, l'intimé ne croit pas vouloir se réinscrire parce qu'il comprend qu'au moment où il se réinscrira, la sanction recommandée d'une radiation temporaire deviendrait exécutoire et serait suivi par la publication d'un avis dans un journal local. L'intimé considère que la connaissance de ses gestes fautifs dans sa communauté entraînerait un déshonneur pour lui. M^e Dury a indiqué que l'intimé choisirait de ne pas se réinscrire pour le simple fait d'éviter que cette décision et ses gestes fautifs ne soient connus dans sa communauté.

[12] L'importance accordée aux facteurs subjectifs, tel que les valeurs culturelles de l'intimé ainsi que son implication dans sa communauté, doivent nécessairement être soupesés en considérant le facteur objectif de la protection du public. Dans le présent

CD00-1389

PAGE : 5

cas, l'intimé a pris sa retraite en date du 15 février 2017. Il y a peu de chance de récidive si l'intimé ne travaille plus dans ce domaine et la protection du public est assurée s'il n'est plus inscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers.

[13] Les facteurs subjectifs retenus par le Comité sont les suivants :

- L'intimé a plaidé coupable aux trois chefs d'infraction de la plainte.
- L'intimé a tenté de faciliter les signatures de documents et l'achèvement de documents pour des clients qui se trouvaient à Vancouver (lorsque l'intimé résidait à Montréal).
- L'intimé a de difficulté avec l'idée que cette plainte et son plaidoyer de culpabilité puissent être connus dans sa communauté vietnamienne, car un sens d'honneur est très fort dans sa culture et un plaidoyer de culpabilité entraîne le déshonneur.

[14] Les facteurs objectifs retenus par le Comité sont :

- La gravité objective de l'infraction est manifeste, l'intimé ayant signé de multiples documents en blanc et ayant confectionné plusieurs documents.
- L'intimé n'avait pas d'intention frauduleuse et n'a pas eu de gain personnel suite à ses gestes.
- Les actes de l'intimé n'ont pas causé un préjudice aux clients impliqués.

CD00-1389

PAGE : 6

[15] Suivant l'audience, et en se référant aux enseignements de la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Anthony-Cook*¹, le Comité a suspendu son délibéré et a transmis une lettre aux procureurs le 2 mars 2020. Le comité demandait aux procureurs de recevoir des représentations additionnelles sur les recommandations communes, car les faits au dossier et la gravité des gestes ne semblaient pas concorder avec la jurisprudence déposée.

[16] Le syndic ad hoc, M^e Alain Galarneau a précisé par lettre du 11 mars 2020 que l'information au dossier qui notait plus d'une centaine de documents confectionnés et de clients affectés représentait l'information de départ du syndic. Par contre, suivant l'enquête, ce même nombre n'était pas représentatif de la preuve sur les infractions.

[17] Les pièces P-3 à P-48 ont été déposées en preuve au soutien des chefs d'infraction dans la plainte et constituent l'entièreté de la preuve documentaire détenue au moment du dépôt de la plainte.

[18] Plus précisément, la preuve a démontré les infractions citées dans les trois chefs de la plainte disciplinaire, représentait plutôt 11 clients sous le chef 1, 28 clients sous le chef 2 et 7 clients sous le chef 3.

[19] La Cour suprême dans *Anthony-Cook* enseigne qu'un décideur, tel comme le Comité, doit accepter les recommandations communes proposées par les parties à moins que la peine proposée soit susceptible de déconsidérer l'administration de la justice ou qu'elle soit par ailleurs contraire à l'intérêt public.

¹ R. c. *Anthony-Cook*, [2016] 2 R.C.S. 204.

CD00-1389

PAGE : 7

[20] La Cour suprême précise aussi qu'un plaidoyer de culpabilité peut avoir plusieurs avantages :

« Les personnes accusées tirent un avantage à plaider coupable en échange d'une recommandation conjointe relative à la peine... L'avantage le plus évident est le fait que le ministère public accepte de recommander une peine que l'accusé est disposé à accepter. Cette recommandation est susceptible d'être plus clémente que ce à quoi l'accusé pourrait s'attendre à l'issue d'un procès ou d'une audience de détermination de la peine contestée. Les personnes accusées qui plaident coupables rapidement sont en mesure de minimiser le stress et les frais liés aux procès. De plus, pour ceux qui éprouvent des remords sincères, un plaidoyer de culpabilité offre une occasion de commencer à reconnaître leurs torts. Pour de nombreux accusés, il est crucial de favoriser au plus haut point la certitude quant au résultat — et une recommandation conjointe, même si elle n'est pas inviolable, offre à cet égard une assurance considérable. »²

[21] Dans une situation similaire à celle dans le présent dossier, l'intimée dans *Couture*³ avait fait signer en blanc des formulaires par plusieurs clients sur une période de plusieurs années. Le comité a déterminé que la sanction appropriée, en considérant l'absence d'une intention malhonnête ou malveillante et qu'aucun préjudice n'a été causé aux consommateurs, était la radiation temporaire pour une période de deux mois.

[22] Également, dans *Gauthier*⁴, l'intimé qui avait 11 chefs d'infraction contre lui pour des signatures de formulaires en blanc par les consommateurs, le comité a déterminé que la sanction appropriée était une radiation temporaire de deux mois sur chacun des chefs d'accusation, à être purgée concurremment.

[23] En comparaison, dans *Hannoush*⁵, le comité a aussi accordé une sanction de deux mois de radiation temporaire à être purgée de façon concurrente. Même si l'intimé, dans ce cas, avait confectionné seulement quelques documents (moins nombreux que l'intimé dans le présent dossier), il y avait aussi plusieurs chefs d'infraction pour avoir faussement

² Préc., note 1, par. 36.

³ *Chambre de la sécurité financière (CSF) c. Couture*, 2019 QCCDCSF 3.

⁴ *CSF c. Gauthier*, 2019 QCCDCSF 58.

⁵ *CSF c. Hannoush*, 2016 CanLII 24456 (QC CDCSF).

CD00-1389

PAGE : 8

témoigné des signatures des clients et avoir faussement attesté de l'identité des clients (représentant la majorité des chefs). L'intimé dans cette instance ne reconnaissait pas sa faute, avait tenté de minimiser la gravité de ses gestes et le risque de récidive était plus probable considérant que l'intimé avait suivi un cours d'éthique et déontologie offert par son employeur, mais avait néanmoins commis les gestes prohibés.

[24] Dans le présent cas, l'intimé a plaidé coupable aux infractions à la première opportunité et ne retournera probablement pas dans le domaine, ayant pris sa retraite en 2017.

[25] Après considération de l'ensemble du dossier, des facteurs tant objectifs que subjectifs présentés, et les représentations additionnelles de M^e Galarnau, le Comité est d'avis que les recommandations communes sur sanction ne sont pas contraires à l'intérêt public ou à l'administration de la justice, et sont adaptées aux infractions reprochées à l'intimé et respectueuses des principes de dissuasion et de protection du public⁶. Les sanctions demandées sont en lien avec la gravité sérieuse des infractions reprochées.

[26] L'intimé sera donc condamné à deux mois de radiation temporaire sur chacun des chefs, à être purgée concurremment, et qui sera exécutoire au moment où l'intimé se réinscrira auprès de l'Autorité des marchés financiers.

[27] Enfin, le Comité réitérera l'ordonnance de notification de la présente décision par un moyen technologique aux parties, tel qu'il en a été décidé lors de l'audition.

⁶ Préc., note 1.

CD00-1389

PAGE : 9

PAR CES MOTIFS, le Comité de discipline :

PREND ACTE à nouveau du plaidoyer de culpabilité de l'intimé sur chacun des chefs d'infraction contenus à la plainte disciplinaire;

RÉITÈRE la déclaration de culpabilité de l'intimé sous chacun des chefs d'infraction prononcée à l'audience pour avoir contrevenu à l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), aux articles 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3), et à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);

ORDONNE la suspension conditionnelle des procédures quant aux articles 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3), en ce qui concerne les deux premiers chefs d'infraction;

RÉITÈRE l'ordonnance du Comité prononcée à l'audience de la notification de la présente décision aux parties par moyen technologique conformément à l'article 133 du *Code de procédure civile* (RLRQ, c. C-25), à savoir par courrier électronique;

ET STATUANT SUR LA SANCTION :

CONDAMNE l'intimé à deux mois de radiation temporaire sur chacun des chefs à être purgé concurremment pour avoir contrevenu à l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), en ce qui concerne les deux premiers chefs d'infraction, et à l'article 14 du *Règlement sur la*

CD00-1389

PAGE : 10

déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1), en ce qui concerne le troisième chef d'infraction;

ORDONNE que ces périodes de radiation temporaire ne commencent à courir, le cas échéant, qu'au moment où l'intimé reprendra son droit de pratique à la suite de l'émission à son nom d'un certificat par l'Autorité des marchés financiers ou par toute autre autorité compétente;

ORDONNE au secrétaire du Comité de faire publier, aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans les lieux où ce dernier a eu son domicile professionnel ou dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession, conformément aux dispositions de l'article 156, al. 7 du *Code des professions* (RLRQ, c. 26);

ORDONNE au secrétaire du Comité de ne procéder à cette publication qu'au moment où l'intimé reprendra son droit de pratique et que l'Autorité des marchés financiers ou toute autre autorité compétente émettra un certificat en son nom;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés, y compris les frais d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26).

CD00-1389

PAGE : 11

(s) Lysane Cree

M^e Lysane Cree
Présidente du Comité de discipline

(s) Dyan Chevrier

M^{me} Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.
Membre du Comité de discipline

(s) Antonio Tiberio

M. Antonio Tiberio
Membre du Comité de discipline

M^e Alain Galarneau
POULIOT, CARON, PRÉVOST,
BÉLISLE, GALARNEAU
Procureurs de la partie plaignante

M^e Jean Dury
ADVOCATIS
Procureurs de la partie intimée

Date d'audience : 23 janvier 2020

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

DISCIPLINARY COMMITTEE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC

N° : CD00-1320

DATE : May 13, 2020

THE COMMITTEE: M ^e George R. Hendy	President
Mr. Sylvain Jutras, A.V.C., Pl. Fin.	Member
Mrs. Monique Puech	Member

SANDRA ROBERTSON, in her capacity as assistant syndic of the Chambre de la sécurité financière

Plaintiff

v.

GILLES ABADI, financial security advisor, group insurance and group annuity plans advisor and mutual fund dealer representative (certificate 100000, NRD 1668431)

Respondent

DECISION REGARDING GUILT AND SANCTION

IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 142 OF THE *PROFESSIONAL CODE*, THE COMMITTEE RENDERS THE FOLLOWING ORDER:

- **Orders the non-disclosure, non-publication and non-release of the names of any clients who are contemplated or involved in the Complaint herein, as well as any information which might enable their identification.**

[1] On November 20, 2018, the Disciplinary Committee of the *Chambre de la sécurité financière* (the "**Committee**") met at the offices of the *Tribunal administratif du travail*,

CD00-1320

PAGE: 2

located at 35 Port Royal St. West, suite 2.35, in Montréal, for the hearing of a disciplinary complaint (the "**Complaint**") against the Respondent, the translation of which reads as follows:

THE COMPLAINT¹

D.P.

1. In Laval, on or about May 20, 2013, the Respondent did not complete the required prior notice of replacement when he had D.P. sign insurance proposal #1111111, thereby exposing the client to the resiliation of policy #2222222, thereby contravening article 22(2) of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10);
2. In Laval, on or about February 4, 2015, the Respondent did not collect all of the required information and carry out the requisite complete analysis of the financial needs of D.P. when he had him apply for insurance policy #3333333 and he failed to remit to said client a copy of the documents entitled "Financial Needs Analysis" and "Income Replacement Worksheet", thereby contravening articles 16 and 27 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and article 6 of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10);
3. In Laval, on or about February 4, 2015, the Respondent did not correctly complete the form entitled "Notice of Replacement of Insurance of Persons Contract" # 3333333, thereby contravening article 22(2) of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10) and articles 12, 13, 14 and 16 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

C.L.

4. In the region of Montreal, on or about June 21, 2008, the Respondent did not favour the maintenance in effect of policy #4444444, issued in the name of C.L., thereby contravening article 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and article 20 of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10);
5. In the region of Montreal, on or about February 6, 2014, the Respondent did not collect all of the information and carry out the requisite complete analysis of the financial needs of C.L. when he had him apply for insurance policy #5555555 and he failed to remit to him a copy of the forms entitled "Financial Needs Analysis" and "Income Replacement Worksheet", thereby

¹ Please note that the only official version of the Disciplinary Complaint is in the French language, as it was filed by Plaintiff.

CD00-1320

PAGE: 3

contravening articles 16 and 27 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and article 6 of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10);

T.M.

6. In Montreal, on or about July 10, 2015, the Respondent did not collect all of the information and carry out the requisite complete analysis of the needs of T.M. when he had him apply for insurance policy #66666666, thereby contravening articles 16 and 27 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and article 6 of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10);
7. In Montreal, on or about July 10, 2015, the Respondent did not correctly complete the form entitled "Notice of Replacement of Insurance of Persons Contract" #66666666, thereby contravening article 22(2) of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10) and articles 12, 13, 14 and 16 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR c. D-9.2, r. 3);

R.H. and J.B.

8. In Ottawa, on or about August 25, 2014, the Respondent supplied false information to the insurer in insurance proposal #7777777777 by indicating that it had been signed by R.H. and J.B. in Montreal, thereby contravening article 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and articles 16, 34, and 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

H.P.

9. In the region of Montreal, on or about September 10, 2015, the Respondent did not collect all of the information and carry out the requisite complete analysis of the needs of H.P., when he had him apply for insurance policy #8888888888, and he failed to remit to him a copy of the document entitled "Financial Needs Analysis", thereby contravening articles 16 and 27 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and article 6 of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10);
10. In the region of Montreal, on or about September 10, 2015, the Respondent did not correctly complete the form entitled "Replacement of Insurance of Persons Contract" #999999999, thereby contravening article 22(2) of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10) and articles 12, 13, 14 and 16 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r. 3).

CD00-1320

PAGE: 4

[2] At the request of Respondent's attorney, the Committee drafted this decision in English, as Respondent is more comfortable with the English language.

[3] The Plaintiff was represented at the hearing by M^e Julie Piché (since replaced by M^e Jean-Simon Britten), while the Respondent was represented by M^e Robert Brunet.

GUILTY PLEA

[4] Respondent's attorney filed a guilty plea on behalf of his client regarding the ten counts of the Complaint and filed three exhibits (Exhibits I-1, I-2 and I-3) to establish the Respondent's improved work procedures, as will be more fully explained below. Respondent confirmed to the Committee that he was pleading guilty to the ten counts hereinafter consulting with his attorney and with full knowledge of the consequences.

[5] The Committee accepted Respondent's plea of guilt and declared him guilty of all ten counts of the above Complaint. Considering the principle prohibiting multiple convictions for the same conduct, the Committee will declare Respondent guilty as follows, and will order a conditional stay of proceedings regarding the legal provisions cited in the Complaint, other than those cited below:

- a) as regards counts 1, 3, 7, and 10, pursuant to article 22(2) of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10);
- b) as regards counts 2, 5, 6 and 9, pursuant to article 6 of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10);

CD00-1320

PAGE: 5

- c) as regards counts 4 and 8, pursuant to article 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2).

[6] Following Respondent's guilty plea, the Plaintiff presented the documentary evidence reviewed below detailing the impugned conduct of the Respondent, who admitted the following summary of evidence presented by Plaintiff.

PLAINTIFF'S EVIDENCE

[7] In support of her following presentation of the relevant facts, M^e Piché produced Exhibits P-1 to P-11 (inclusive) with the consent of M^e Brunet.

[8] Exhibit P-1, the "*Attestation de droit de pratique*" of the Respondent, shows that Respondent held various accreditation certificates from 1991 until the date of the hearing in this case.

Count 1

[9] Exhibit P-2 establishes that Respondent was involved in the replacement of an existing policy (#222222222) for his client (D.P.), issued in August 2011, by way of an application for a new policy dated May 20, 2013 (#11111111), without having prepared the prior notice of replacement required pursuant to article 22(2) of the *Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (P-2, page 000448, para. 4).

Count 2

[10] Exhibit P-3 establishes that, on February 4, 2015, in preparing a Financial Needs Analysis for his client, D.P., Respondent did not obtain from his client details of his assets and liabilities, as appears from P-3, page 000070, Respondent having admitted his failure

CD00-1320

PAGE: 6

to remit a copy of said form to his client, as well as the Income Replacement Worksheet (P-3, page 000069).

Count 3

[11] Exhibit P-4 is a form entitled "Notice of Replacement of Insurance of Persons Contract" #333333333 for D.P., dated February 4, 2015, which is either incomplete or filled out erroneously by Respondent, as appears from P-4, page 000058, where Respondent, inter alia, (i) did not indicate the period during which the existing policy had been in effect, (ii) did not mention that the existing and proposed policies were both for Term-20 years, (iii) misstated the amount of the new annual premium (\$568, rather than \$645), (iv) did not mention in the "Comments" section that the client was a smoker, that the premiums and benefits for the existing and proposed policies were fixed and guaranteed for 20 years, with different new guaranteed rates for the next 20 years, and a conversion right and (v) incorrectly indicated (on page 000059) that the two-year period for the Incontestability and Suicide clauses did not apply, contrary to his indication in section 2.3, at page 000060.

Count 4

[12] Exhibit P-5, shows that on June 21, 2008 (P-5, page 000291), Respondent's client (C.L.) cancelled her existing policy (#444444444, the details of which appear at page 001285 of P-5) on his advice and replaced it with a more expensive policy (P-5, page 000774, with an annual premium of \$320/year, rather than \$300), which provided the same coverage (\$250,000) and a renewal of the two-year contestability period for suicide, said client having terminated the new policy in May 2010 (P-5, page 000302).

CD00-1320

PAGE: 7

Count 5

[13] Exhibit P-6 establishes that on February 6, 2014 (P-6, page 001024), C.L. applied for a new policy (#555555555), regarding which Respondent failed to properly complete a financial needs analysis, as appears from the undated Financial Needs Analysis form completed by the Respondent, who failed to enter any information regarding said client's assets and liabilities (P-6, page 000332), Respondent having also failed to provide his client with copies of said Financial Needs Analysis and Income Replacement Worksheet (P-5, pages 000332, 000315 and 000333). Ultimately, the client refused to take the proposed new policy (P-6, page 001055).

Count 6

[14] On July 10, 2015, Respondent had his client, T.M., submit an application for insurance policy #6666666 (Exhibit P-7, page 000547), without performing a financial needs analysis, as confirmed by the Respondent during the investigation.

Count 7

[15] Exhibit P-8 is a Notice of Replacement of Insurance of Persons Contract (#6666666), completed by Respondent for his client, T.M., on July 10, 2015, which Respondent neglected to properly complete by, inter alia, (i) failing to indicate the nature (Life and Term ten years) of the existing and proposed policies, (ii) failing to mention in the "Comments" section that the client was a non-smoker, that the two policies had fixed and guaranteed premium periods of ten years, with a conversion right and that the benefits under both policies were fixed and guaranteed until age 85 and 80, respectively, the whole as appears from P-8, page 000203, and (iii) incorrectly stating (at page 000204)

CD00-1320

PAGE: 8

that the two-year Incontestable and Suicide clauses were not applicable, contrary to his indication in section 2.3 at page 000205.

Count 8

[16] Exhibit P-9 is an application for an insurance policy signed on August 25, 2014 by R.H. and J.B, a married couple residing in Ottawa (P-9, page 001422). Although the Respondent certified at page 001429 that the application was signed in Montreal, the investigation revealed (and the Respondent admitted) that it was in fact signed in Ottawa, where Respondent is not authorized to conduct such business, such that the Respondent was thereby culpable of making a false statement to the insurer.

Count 9

[17] On September 10, 2015, Respondent's client, H.P., signed an application for insurance (Exhibit P-10, page 001109), but Respondent failed to collect all of the relevant information required to complete the Financial Needs Analysis, by omitting to insert therein any reference to the said client's assets and liabilities and he also failed to inscribe a date on said form, as appears from P-10, page 000410. Respondent also admitted having neglected to remit a copy of said Financial Needs Analysis to his client.

Count 10

[18] Exhibit P-11 is a form entitled "Notice of Replacement of Insurance of Persons Contract" #99999999, signed by H.P. on September 10, 2015 (pages 000422 and 000425). As appears from pages 000421 and 000422, Respondent neglected to properly complete this form by, inter alia, (i) omitting any details regarding the nature of the old and new policies, (ii) failing to insert in the "Comments" section any mention of the fact that the client was a non-smoker, that the benefits under both policies were guaranteed

CD00-1320

PAGE: 9

until age 85, that the premium rate was fixed for the first ten years and guaranteed (at new rates) for the next ten years, and (iii) incorrectly stating (at page 000422) that the two-year Incontestable and Suicide clauses were not applicable, contrary to the note he inserted in section 2.3 (page 000423).

RESPONDENT'S EVIDENCE

[19] Respondent agreed with M^e Piché's foregoing presentation of the facts and his attorney produced the three following exhibits:

- a) Exhibit I-1, the curriculum vitae of Michel Cotroni, financial planner, the author of Exhibits I-2 and I-3;
- b) Exhibit I-2, three documents entitled "Client File Audit Checklist" for three clients of the Respondent (different from those related to the Complaint herein), in which Mr. Cotroni and the Compliance Manager of his firm appear to confirm that Respondent's handling of said clients' files in October 2018 was in conformity with relevant ethical and professional conduct rules;
- c) Exhibit I-3, a letter from Mr. Cotroni to M^e Brunet dated November 3, 2018, confirming that he worked with Respondent over a period of four months and reviewed 17 of his client files, representing over 50% of Respondent's business volume, all of which (save a few minor exceptions) "met with compliance", and that Respondent "has since adjusted his practice to meet all the compliance requirements".

CD00-1320

PAGE: 10

JOINT RECOMMENDATION REGARDING SANCTION

[20] The parties' attorneys made the following joint recommendations regarding the sentence to be imposed in view of Respondent's guilty plea herein:

- a) as regards count 1, a fine of \$3,000;
- b) as regards counts 2 and 3, 5, 7, 9 and 10, a reprimand;
- c) as regards count 4, a fine of \$4,000;
- d) as regards count 6, a fine of \$5,000;
- e) as regards count 8, a fine of \$5,000.

[21] The parties also agreed upon a delay of 12 months to pay the total fines of \$17,000, but disagreed as to whether Respondent should pay by way of equal monthly instalments or the entire amount at the end of 12 months, and that Respondent would also be condemned to payment of the costs.

[22] Respondent also made an unsolicited offer, accepted by Plaintiff, to submit a compliance report (presumably similar to Exhibit I-2) within six months of the hearing date, followed by another six months later, and a final report on the second anniversary of the hearing date, which undertaking is to be incorporated in our judgment.

[23] As regards the aggravating factors, Plaintiff invoked:

- a) the objective gravity of Respondent's misconduct; namely, his failure to prepare and remit to clients the Financial Needs Analyses and Prior Notice of Replacement of Insurance of Persons Contract, or incorrectly completing the latter form, the purpose of both being to assist clients in making important financial decisions (counts 1, 2, 3, 5, 6, 7, 9, and 10);
- b) the replacement of an insurance policy without valid reason (count 4), which needlessly exposed the client to another two years of contestability and the suicide clause;
- c) providing false information to the insurer (count 8);
- d) the level of premeditation or persistent neglect (over a period of seven

CD00-1320

PAGE: 11

years) in respecting these fundamental obligations towards six different clients, who are entitled to expect and receive appropriate and accurate advice and service from the Respondent;

- e) the prejudice caused to one client, C.L., (count 4); and
- f) the lengthy experience of the Respondent (17 to 24 years), during the period the infractions were committed.

[24] As for the attenuating factors, Plaintiff referred to the fact that the clients were not prejudiced by Respondent's conduct (except for C.L., regarding count 8), the Respondent had no fraudulent or dishonest intent, and no prior disciplinary record, and that he collaborated with the investigation and pleaded guilty.

[25] Plaintiff referred the Committee to the following precedents, which imposed sentences consistent with the joint recommendations in cases involving similar facts:

- a) *Chambre de la sécurité financière c. Bouchard*, 2014 CanLII 5785 (QC CDCSF);
- b) *Chambre de la sécurité financière c. Roy*, 2014 CanLII 13311 (QC CDCSF);
- c) *Chambre de la sécurité financière c. Nemeth*, 2015 QCCDCSF 24;
- d) *Chambre de la sécurité financière c. Tousignant*, 2014 CanLII 38587 (QC CDCSF);
- e) *Chambre de la sécurité financière c. Bernier*, 2016 CanLII 4876 (QC CDCSF);
- f) *Chambre de la sécurité financière c. Lapointe*, 2014 CanLII 72609 (QC CDCSF);
- g) *Chambre de la sécurité financière c. Rozenek*, 2014 CanLII 78822 (QC CDCSF);
- h) *Chambre de la sécurité financière c. Gauthier*, 2013 CanLII 43416 (QC CDCSF);
- i) *Chambre de la sécurité financière c. Trouillot*, 2017 QCCDCSF 81.

[26] M^e Brunet agreed that the foregoing joint recommendations were in conformity with the jurisprudence and reminded the Committee of the Supreme Court of Canada decision

CD00-1320

PAGE: 12

in *R. vs. Anthony-Cook* ([2016] 2 SCR 204), that tribunals should "not depart from a joint submission on sentence unless the proposed sentence would bring the administration of justice into disrepute or is otherwise contrary to the public interest" (para. 32).

[27] M^e Brunet also dwelled on Respondent's cooperation with the investigation and his guilty plea were exemplary and avoided a long and costly trial.

[28] Finally, M^e Brunet argued that the risk of recidivism by Respondent was greatly reduced by his above-described undertaking.

ANALYSIS AND REASONS

[29] The Committee accepts the joint recommendations of the parties for the following reasons:

- a) the conduct of the Respondent calls for the imposition of serious sanctions, given the nature of his conduct and the numerous instances thereof over a lengthy period of time;
- b) however, the sanctions must be tempered by a recognition of the fact that Respondent acted without bad faith (albeit negligently), that only one client suffered prejudice from his misconduct and that the Respondent has no prior disciplinary record, cooperated fully with the investigation, pleaded guilty, and is unlikely to reoffend;
- c) the joint recommendations regarding the sanctions to impose upon Respondent appear to be consistent with the jurisprudence in similar cases.

[30] Considering the foregoing, and after reviewing the relevant facts and aforesaid aggravating and attenuating factors, the Committee is of the view that the sanctions jointly

CD00-1320

PAGE: 13

recommended by the parties are just and appropriate, adapted to the infractions alleged in the Complaint herein, in conformity with the foregoing jurisprudential precedents and respectful of the principles of exemplarity and deterrence which must guide the Committee in the exercise of its discretion.

[31] The Committee also accepts the joint recommendation of the parties to incorporate the terms of Respondent's voluntary compliance undertaking, as described above.

[32] As regards the foregoing debate over the payment of the total fine, given the fact that more than 12 months have already elapsed since the hearing date, and considering the economic disruption caused by the current Covid-19 crisis, the Committee is of the view that Respondent should pay the total fines of \$17,000 by 12 equal monthly consecutive instalments, starting from the date of expiration of the appeal delay regarding this judgment.

[33] As regards costs, as no reasons have been given which would justify an exception to the general rule, the Respondent will also be condemned to pay costs applicable pursuant to section 151 of the *Professional Code*.

FOR THESE REASONS, the Disciplinary Committee:

REITERATES the order of non-disclosure, non-publication and non-release of the names of any clients who are contemplated or involved in the Complaint herein, as well as any information which might enable their identification;

TAKES ACT of Respondent's guilty plea herein;

DECLARES Respondent guilty as follows:

- a) under counts 1, 3, 7 and 10 of the Complaint, pursuant to article

CD00-1320

PAGE: 14

22(2) of the *Regulation regarding the pursuit of activities* (CQLR, c. D-9.2, r. 10) and orders a conditional stay of proceedings regarding said counts as relates to all other provisions cited therein;

- b) under counts 2, 5, 6 and 9, pursuant to article 6 of the *Code Regulation regarding the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10), and orders a conditional stay of proceedings regarding said counts as relates to all other provisions cited therein;
- c) as regards counts 4 and 8, pursuant to article 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2), and orders a conditional stay of proceedings regarding said counts as relates to all other provisions cited therein;

CONDEMNNS the Respondent to the following sanctions:

- a) as regards count 1, a fine of \$3,000;
- b) as regards counts 2, 3, 5, 7, 9 and 10, a reprimand;
- c) as regards count 4, a fine of \$4,000;
- d) as regards count 6, a fine of \$5,000;
- e) as regards count 8, a fine of \$5,000;

ORDERS the Respondent to pay the above-mentioned fines, totalling \$17,000, over a period of 12 months, by way of 12 equal monthly consecutive instalments,

CD00-1320

PAGE: 15

with an acceleration of the unpaid balance in case of default by Respondent to make any such monthly payment;

TAKES ACT of Respondent's undertaking to submit compliance reports to Plaintiff, similar to Exhibit I-2, six months, 12 months and two years from November 20, 2018, and **ORDERS** Respondent to comply with said undertaking;

CONDEMNNS the Respondent to pay all costs, including the registration fees, pursuant to article 151 of the *Professional Code* (CQLR, c. C-26).

(S) M^e George R. Hendy

M^e George R. Hendy
President of the Disciplinary Committee

(S) Sylvain Jutras

Mr. Sylvain Jutras, A.V.C., Pl. Fin.
Member of the Disciplinary Committee

(S) Monique Puech

Mrs. Monique Puech
Member of the Disciplinary Committee

M^e Jean-Simon Britten
THERRIEN COUTURE JOLI-CŒUR S.E.N.C.R.L.
Attorneys for the Plaintiff

M^e Robert Brunet
BRUNET ET BRUNET, AVOCATS
Attorneys for the Respondent

Date of hearing : November 20, 2018

TRUE COPY OF THE ORIGINAL SIGNED

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

3.8.1 Dispenses

Avis de publication

DÉCISION N° 2020-PDG-0039 : *Décision générale relative à une dispense de certaines des obligations réglementaires des personnes inscrites en valeurs mobilières et en dérivés*

(Voir section 6.10 du présent bulletin)

3.8.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Aucune information.

3.8.4 Autres

Aucune information